



Chercheur. L'écrivain
et universitaire, ici en
Israël, en 2017.

Exclusif. L'auteur de *Sapiens* et *Homo deus* (Albin Michel), professeur à l'université hébraïque de Jérusalem, analyse pour *Le Point* les choix auxquels nos sociétés vont devoir faire face dans les prochains mois.

PROPOS RECUEILLIS PAR **MARC WEITZMANN***

Le Point: Vers le milieu du XIV^e siècle, durant ce que l'on appelle aujourd'hui la première mondialisation, une épidémie de peste bubonique importée de Chine par les commerçants voyageant sur la route de la soie frappa tout d'abord l'Italie et la France, avant de se répandre ensuite dans toute l'Europe jusqu'en Angleterre, tuant sur son passage la moitié de la population du continent. La conséquence imprévue de cette pandémie dramatique fut un bouleversement social considérable qui permit les débuts de la Renaissance. En Europe de l'Ouest, en particulier, la pénurie de main-d'œuvre provoquée par la peste entraîna l'apparition des premiers salaires fixes, des premiers droits sociaux, aboutissant à la

fin de l'ordre féodal. Taux de mortalité mis à part, voyez-vous des similitudes avec aujourd'hui? Le monde qui sortira de l'actuelle catastrophe sera-t-il lui aussi méconnaissable et, si oui, de quelle façon?

Yuval Noah Harari: La crise du Covid-19 est en passe de devenir l'épisode crucial de notre époque. Ce qui la rend si définitive est que tout est à saisir. L'Histoire s'accélère. Les vieilles règles sont mises en pièces tandis que de nouvelles sont en train de s'écrire. D'ici un mois ou deux, les gouvernements et les organisations internationales seront amenés à conduire de gigantesques expériences sociales en conditions réelles qui donneront forme au monde pour des décennies.

mes dans un vortex historique »

Prenons ce qui se passe dans mon université, à Jérusalem, où le débat sur la possibilité de donner des cours à distance, via Internet, plutôt que dans les amphithéâtres fait rage depuis des années. Les problèmes que cela pose sont énormes, les objections nombreuses, si bien que la question n'a jamais été tranchée. Cependant, depuis que le gouvernement israélien a fermé tous les campus en réponse à l'épidémie voici trois semaines, l'université a dû mettre au point un système permettant de basculer toutes les classes en ligne. J'ai déjà donné trois cours de cette façon cette semaine, tout s'est bien passé, et je ne pense pas que l'université reviendra en arrière une fois la crise surmontée.

Autre exemple: le « revenu de base universel », agité depuis plusieurs années par certains experts. La quasi-totalité des hommes politiques sur la planète juge cette idée naïve et utopique au point de refuser la moindre expérience, même limitée. Mais avec la pandémie, même l'administration ultra-conservatrice actuelle aux États-Unis va se résoudre à envoyer à chaque Américain un salaire de base pendant toute la durée de la crise. Quel sera le résultat de cette expérience? Pour l'heure, nul n'en sait rien. Mais des leçons seront tirées, et elles seront susceptibles de transformer de fond en comble les systèmes socio-économiques qui régissent la vie des nations aujourd'hui.

Un exemple encore: l'usage des robots dans les soins aux personnes âgées et aux malades. Là encore, les obstacles à franchir sont nombreux et difficiles à surmonter, les expériences limitées. Mais avec le besoin urgent et planétaire de personnel soignant, on réalise que les robots, qui ne se fatiguent pas et ne peuvent pas être infectés, sont une part de la réponse. Un certain nombre d'institutions médicales vont donc commencer à les utiliser pour un nombre de tâches croissant. La crise passée, ces machines seront-elles remises au placard? J'en doute. Le plus probable est qu'au moins quelques-unes d'entre elles seront conservées, et que la crise va accélérer la robotisation de certaines professions.

La même chose se passe dans beaucoup d'autres secteurs. Impossible de prédire lesquelles parmi ces expériences seront réussies ou quel impact exact elles auront sur la société. Mais ce sur quoi je veux insister, c'est que nous sommes entrés avec cette crise sanitaire dans un vortex historique. Les lois normales de l'Histoire sont suspendues. Pour quelques semaines, l'impossible est ordinaire. Cela signifie que, d'un côté, nous devons être extrêmement prudents, mais que, de l'autre, nous devons aussi nous autoriser à rêver.

En démocratie, des époques comme la nôtre sont celles où les tyrans peuvent prendre le pouvoir et imposer des dystopies, mais aussi celles où des réformes longtemps espérées peuvent éclore et où des systèmes injustes sont réformés. D'ici à la fin de cette année, nous vivrons dans un nouveau monde. Il faut espérer qu'il sera meilleur.

L'une des différences entre la peste du XIV^e siècle et notre âge de l'information est bien sûr la vitesse. Au XIV^e siècle, la notion d'urgence n'existait pas contrairement à aujourd'hui. Or l'urgence crée un monde qui n'a pas été pensé. « Les mesures d'urgence à court terme deviendront des dispositifs permanents », avez-vous écrit à ce sujet dans le *Financial Times*. « Des pays entiers vont servir de cobayes pour des expériences sociales à grande échelle. » Quelqu'un contrôle-t-il ces expériences? Ou est-ce là une simple conséquence de notre âge où le temps long est en quelque sorte préempté par le flux d'informations toujours neuves?

« D'ici à la fin de cette année, nous vivrons dans un nouveau monde. Il faut espérer qu'il sera meilleur. »

Certaines de ces expériences sociales surgissent spontanément, sous la pression des circonstances, pour résoudre un problème neuf. Mais d'autres sont soigneusement dirigées depuis les sommets. Quelqu'un a choisi quelle expérimentation sociale conduire et sous quelle condition. La politique est donc plus importante que jamais en ce moment où, du fait de la crise, les politiciens, investis d'un pouvoir énorme, peuvent accomplir en quelques jours ce qui en temps normal prendrait des années de lutte.

En Europe, huit opérateurs de téléphonie viennent de décider de fournir aux gouvernements les données de localisation de leurs clients sans le moindre débat, par exemple.

Un autre exemple est la culture. Dans mon pays, Israël, presque toutes les institutions culturelles font aujourd'hui face à la faillite. Les théâtres, les galeries, les musées, les troupes chorégraphiques... Le gouvernement va devoir les sauver, tout comme il sauve les hôtels, les restaurants et les compagnies aériennes. S'il choisit de n'aider que les institutions qui lui plaisent, comme c'est fort possible, tout le paysage culturel du pays se verra transformé en l'espace de quelques mois.

Plus généralement, la question du temps et de l'urgence obéit à un paradoxe ironique: plus la condition humaine s'améliore, plus les urgences sont fréquentes. Réfléchissons à ce qui passait pour « normal » au

■■■ XIV^e siècle en France. On ne pouvait compter sur aucun système de santé, nul ne recevait un dédommagement de l'État, la violence était partout, une corruption incroyable régnait dans les cercles de pouvoir et la population souffrait de famine. Si une épidémie de coronavirus avait surgi à ce moment-là plutôt que la peste, qui s'en serait soucié. Personne. Qu'un pour cent de la population meure d'une maladie infectieuse ? Parfaitement normal. La notion d'urgence publique était inconnue.

Le monde moderne se caractérise au contraire par un réseau d'institutions extrêmement sophistiqué – hôpitaux, écoles... –, qui ont amélioré les conditions de vie des populations dans des proportions inimaginables, mais qui ont aussi, du même coup, rendu les sociétés bien plus fragiles. La moindre épidémie aujourd'hui peut nous faire perdre énormément de choses. La notion d'urgence croît dans les proportions de cette sophistication et de cette fragilité.

Notre avenir, dites-vous, va dépendre des réponses que nous donnerons collectivement à deux questions essentielles engendrées par cette crise. L'une est le choix qu'il va falloir faire, très vite, à l'échelle globale, entre une société accordant « une plus grande autonomie à la population » et « une société de surveillance totalitaire ». Deux exemples de cette société totalitaire en devenir selon vous : la politique de contrôle de la population exercée par la Chine vis-à-vis des malades, à travers les applications mobiles capables de tracer chaque citoyen suspecté d'être un porteur du virus en particulier, et la décision prise par Benyamin Netanyahou en Israël de déployer la technologie antiterroriste pour surveiller les malades. Peut-on vraiment comparer la politique idéologique du Parti communiste chinois et les tactiques improvisées du Premier ministre israélien ? Si oui, faut-il voir là des exemples des « expériences sociales » dangereuses dont vous parlez ?

Je n'ai aucun doute sur le fait que l'humanité va vaincre le coronavirus, mais je crains que, ce faisant, nous ne succombions à nos démons intérieurs. Même les démocraties peuvent facilement se changer en dictatures au nom de la protection de la santé, et ce n'est pas une menace anodine, je vois le processus à l'œuvre sous mes yeux en ce moment même en Israël. En France, quand Emmanuel Macron adopte un décret d'urgence nécessaire, il a toute légitimité pour le faire parce qu'il a été démocratiquement élu. En Israël, Netanyahou n'est pas dans cette situation. Il a perdu les récentes élections et n'est que le chef d'une coalition non élue, une équipe de transition. Or, au nom de la lutte contre le virus, Netanyahou a tenté de fermer le Parlement de manière à pouvoir formuler tous les décrets d'urgence qu'il veut sans le moindre contrôle démocratique. Il y a une ré-

sistance, mais pour l'heure nul ne sait dans quel sens l'Histoire va pencher. Si Netanyahou parvient à ses fins, Israël cessera d'être une démocratie. Et même si cette dictature ne dure que quelques mois, elle sera catastrophique, car quelques mois suffisent à distribuer des dizaines de milliards de façon discrétionnaire, à transformer le marché du travail, le système scolaire et le paysage culturel de manière définitive.

À l'avenir, écrivez-vous, « les algorithmes gouvernementaux » connaîtront notre état de santé avant nous, qui nous avons croisé et où nous sommes allés. La chaîne de contagion sera ainsi contenue. Un progrès, sauf que ces mêmes algorithmes seront capables d'analyser la température de notre corps, nos battements cardiaques, donc nos réactions émotionnelles, par exemple lors d'un discours politique ou d'un débat télévisé. Le prix à payer pour la sécurité médicale sera que les gouvernements et organisations gérant ces algorithmes nous connaîtront mieux que nous ne nous connaissons nous-mêmes, et seront à même de manipuler nos émotions avec un degré de précision qui laissera loin derrière les techniques de Cambridge Analytica utilisées lors des dernières élections américaines. Pour éviter de telles dérives, dites-vous, il faut une population autonome, c'est-à-dire bien informée et civiquement motivée, une population qui puisse croire en ses médias et dans son service public. Mais dans

« Même les démocraties peuvent facilement se changer en dictatures au nom de la protection de la santé. »

l'âge de l'information qui est le nôtre, où les données contradictoires s'accumulent sans interruption, et où les politiciens sont discrédités, est-il encore possible de croire aux médias, sans même parler de croire aux services de l'État ?

La clé est l'éducation scientifique et des institutions indépendantes et fortes comme les universités, les hôpitaux, les journaux. À l'évidence, on ne peut pas créer ça du jour au lendemain, en pleine crise. Il faut y consacrer des investissements et du temps. Mais une société qui fournit à ses citoyens une éducation scientifique solide et des institutions fortes, gèrera toujours une épidémie bien mieux qu'une dictature, condamnée à surveiller une population ignorante. Le problème bien sûr, c'est que dans de nombreux pays des politiciens populistes ont délibérément entrepris de miner la confiance de la population dans la science, les médias, et dans les autorités publiques. Sans cette confiance, les gens ne savent plus quoi faire. Mais je ne pense pas que la solution réside dans un régime autoritaire. Elle est à chercher, au contraire, dans la reconstruction de cette confiance.

La seconde question cruciale à laquelle nous sommes confrontés, dites-vous, est celle d'un plan global. D'après vous, nous ne surmonterons cette crise qu'à

travers une solidarité internationale. Que répondez-vous à ceux, nombreux, pour qui la pandémie actuelle est au contraire le résultat d'un excès de la mondialisation ? Devons-nous vraiment continuer à dépendre de la Chine, par exemple. Peut-on coopérer avec la Russie de Poutine, avec l'Amérique de Trump ?

Il y a des voix qui s'élèvent pour dire que la solution est de chercher du côté d'une « déglobalisation ». Cela me semble une erreur totale. Je rappelle que les épidémies ont existé bien avant la mondialisation actuelle. La différence, c'est qu'au Moyen Âge les virus voyageaient à la vitesse d'un cheval de trait. Ils n'infestaient la plupart du temps que de petites villes et villages, et pourtant, des fléaux comme la Peste noire se sont révélés bien plus meurtriers que le virus d'aujourd'hui. Si l'on veut se défendre des épidémies en s'isolant, il va falloir retourner non au Moyen Âge mais à l'âge de la pierre. C'est la dernière fois que les humains ont été protégés des épidémies, pour autant qu'on puisse le savoir. La raison est qu'ils étaient très peu nombreux, et que les contacts entre eux étaient rares.

L'antidote aux épidémies n'est ni l'isolationnisme, ni la ségrégation, mais l'information et la coopération. Le grand avantage des humains sur les virus est leur capacité à coopérer de façon efficace. Un coronavirus en Chine et un coronavirus aux États-Unis ne peuvent pas échanger de tuyaux sur la manière d'infecter leurs hôtes. Mais la Chine peut apprendre aux États-Unis pas mal de choses sur le virus, et sur la manière

de le gérer, elle peut envoyer des experts et des équipements pour aider, le virus ne peut rien contre ça. Malheureusement, le manque de leadership global aujourd'hui fait que nous sommes incapables de tirer tous les avantages d'une telle coopération.

Les politiciens, qui ont miné la confiance de la population dans les institutions, ont délibérément miné la foi dans la coopération internationale, et on en paie le prix aujourd'hui. N'y a-t-il pas des semaines que l'on aurait dû voir les principaux dirigeants du globe se réunir afin de mettre au point une réponse globale commune à la double crise, sanitaire et économique, qui ravage le globe ? Ça n'est toujours pas fait. Peut-on faire confiance à Trump, à Poutine ? Non plus. Et c'est tout le problème. Nous sommes entrés dans cette crise avec des dirigeants qui ne sont visiblement pas à la hauteur de la tâche. Il faut espérer qu'un leadership international va émerger ailleurs dans d'autres pays, ou par le biais d'associations non gouvernementales. Il faut espérer que, dans les pays démocratiques, les électeurs se souviendront de ce qui se passe et réaliseront le danger qu'il y a à élire des dirigeants xénophobes incapables d'orchestrer la coopération globale dont nous avons tant besoin.

Dans sa version chinoise – selon laquelle la discipline communiste constitue le meilleur rempart contre la

crise et devrait être adoptée par le monde comme une alternative au libéralisme global –, ou dans sa version nationaliste-isolationniste, la narration qui semble émerger de cette crise est que la pandémie révèle partout une même faiblesse structurelle des États, et qu'il va nous falloir revenir, collectivement, à une version ou une autre d'un État fort. Partagez-vous ce constat ?

Tout dépend de ce que l'on entend par « État fort ». S'il s'agit d'un État policier nationaliste, évidemment non. Ce dont on a besoin, c'est d'un système de santé publique solide, d'institutions scientifiques fortes, d'un public correctement informé et d'une solidarité globale. Ce sont là les ingrédients clés qui permettront de vaincre cette épidémie comme les suivantes. C'est lorsqu'ils manquent que les gens se mettent à rêver de dictateurs et d'hommes providentiels capables de les protéger.

« L'être humain pense à travers des récits plutôt qu'avec des faits » : c'est l'une des idées fortes qui structurent vos livres *Sapiens* et *Homo deus*. Le terrorisme récurrent, les pandémies brutales et inattendues, le réchauffement climatique : nous vivons une époque qui semble être disruptive par nature, et où l'imprévisible, l'inattendu, paraît désormais la seule règle, la seule chose prévisible. Quel récit collectif peut-il se construire pour répondre à ce climat d'urgence globale permanent ?

Tout d'abord, il ne faut pas croire à ce que vous appelez l'urgence globale permanente. Ça n'existe pas. L'humanité fait certes face à des menaces existentielles en ce début de XXI^e siècle – parmi elles, la guerre nucléaire, l'effondrement écologique, les bouleversements technologiques –, mais l'hystérie ne nous aidera pas à les gérer correctement.

Une bien meilleure base pour la construction d'un récit collectif serait, d'une part, d'évaluer correctement nos réussites passées – de retrouver la gratitude pour ce que les générations précédentes nous ont apporté en termes d'hôpitaux, d'éducation, de système de traitement des déchets, de développement de l'information. Ensuite, il s'agit de prendre honnêtement la mesure des dangers auxquels nous sommes confrontés et de notre rôle pour y faire face. C'est à nos générations qu'il revient d'affronter non seulement le coronavirus, mais aussi la crise écologique. Nous ne devrions pas esquiver cette responsabilité. Enfin, il faut croire en la solidarité globale. Aucun des problèmes majeurs auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui ne sera résolu par un seul pays. Les problèmes globaux réclament des solutions globales ■

* Marc Weitzmann est écrivain. Dernier livre paru : *Un temps pour hair* (Grasset).